

L'économie de Saint-Pierre-et-Miquelon en 2010

Une amélioration significative

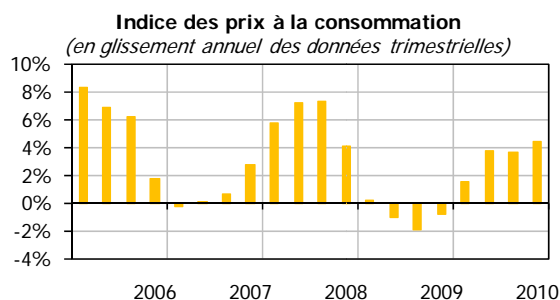
Après une fin d'année 2009 en demi-teinte, la conjoncture économique s'est redressée durant l'année 2010. Malgré une hausse des prix soutenue, résultant de l'appréciation de plus de 15% du dollar canadien et de l'augmentation du coût de l'énergie, l'investissement des entreprises a été bien orienté tandis que la demande des ménages est repartie à la hausse. Ce dynamisme de la consommation des ménages est corroboré par l'augmentation significative des importations de produits manufacturés et alimentaires. En outre, certains secteurs clés de l'archipel ont vu leur situation progresser, comme en témoignent les résultats favorables de l'activité touristique et halieutique ainsi que le soutien par la commande publique du secteur du bâtiment et des travaux publics.

P
O
R
T
R
A
I
T

UNE ACTIVITE ECONOMIQUE BIEN ORIENTÉE

Hausse significative des prix

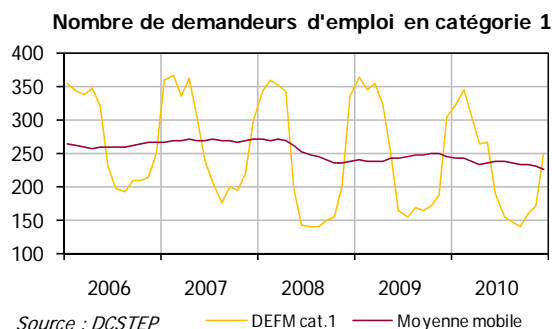
L'indice des prix à la consommation (IPC) a progressé de 4,5% en glissement annuel au cours de l'année 2010. L'appréciation de plus de 15 % du dollar canadien par rapport à l'euro sur l'année 2010 associée à la hausse des prix du carburant (+18,9 % sur un an) et du fioul domestique (+22,9 % sur un an) expliquent en grande partie cette évolution. Les prix augmentent ainsi plus de deux fois plus vite qu'en métropole (+1,8 % en 2010 en glissement annuel). L'ensemble des postes ont augmenté, allant de +2,2% pour les prix alimentaires à +6,6 % pour le prix des produits manufacturés.



Source : Préfecture

Evolution favorable de l'emploi

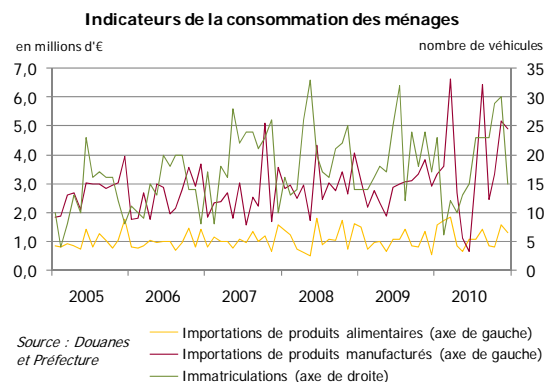
Le nombre mensuel moyen de demandeurs d'emplois en catégorie 1 s'élève à 226 en 2010, soit le niveau le plus faible observé depuis dix ans. L'indicateur mensuel moyen de chômage s'établit ainsi à 7,1 % en 2010 contre 7,7 % en 2009, tandis que le nombre de DEFM au 31 décembre atteignait 249 personnes, soit 18 % de moins qu'à la même période de l'année précédente. 228 offres d'emplois ont été déposées en 2010 au Pôle emploi, dont environ 17 % de CDI, et 199 ont été pourvues, soit un taux de satisfaction de plus de 87 %.



Source : DCSTEP — DEFM cat.1 — Moyenne mobile

Consommation soutenue des ménages

Après une année 2009 en demi-teinte, la consommation des ménages est repartie à la hausse en 2010. Les importations de produits alimentaires ont progressé de 24 % pour s'élever à 14,6 millions d'euros sur l'année. Les importations de produits manufacturés suivent une tendance similaire puisqu'elles augmentent de 27 % à 43,5 millions d'euros. Seul le nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme diminue légèrement (231 véhicules en 2009 contre 222 en 2010). Les crédits à la consommation, en hausse sur les six premiers mois de 2010, connaissent une inversion de tendance au troisième trimestre 2010 (-0,3 % en glissement annuel).

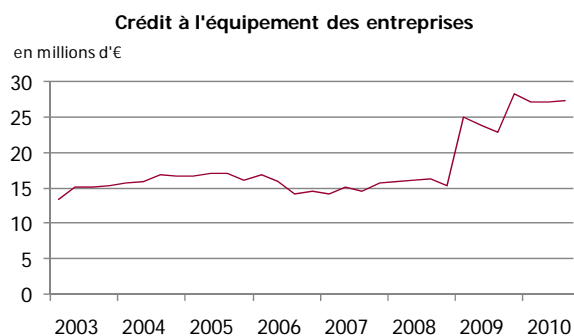


Investissement bien orienté pour l'ensemble des agents

Les indicateurs concernant l'investissement des entreprises sont bien orientés. Les crédits à l'investissement progressent pour l'ensemble des agents. Les importations de produits bruts sont restées stables à presque 3,4 millions d'euros. Les importations de véhicules utilitaires ont augmenté quant à elles de 15% sur les neuf premiers mois de l'année par rapport à la même période de l'année antérieure. Les crédits à l'équipement accordés aux entreprises atteignent 27 millions d'euros, soit une progression de presque 20 % sur un an. Le montant reste toutefois inférieur à celui mesuré au 31 décembre 2009 (28 millions d'euros).

L'encours des crédits à l'habitat des ménages est en progression de 5,6 % par rapport au troisième trimestre de l'année précédente.

Les crédits d'investissement des collectivités locales sont également en hausse de plus de 30 % entre septembre 2009 et septembre 2010. Toutefois, le montant des encours ne progresse quasiment plus sur les trois derniers trimestres.



Forte hausse de la valeur des importations

Les importations ont augmenté de 24 % en valeur. Toutefois cette augmentation est principalement liée à l'appréciation du taux de change du dollar canadien ainsi qu'à la hausse du prix de l'énergie puisqu'en quantité les importations se réduisent de 3 %. Tous les produits ne connaissent pas la même évolution : les importations de produits alimentaires et manufacturés progressent aussi bien en valeur qu'en quantité, tandis que les importations de produits bruts et pétroliers progressent en valeur mais diminuent en quantité.

Le montant des exportations en 2010 progresse de 15 % par rapport à 2009. Cette évolution est principalement liée à la forte augmentation des exportations de morue fraîche et de filets congelés de morue et, dans une moindre mesure, des filets congelés d'autres espèces. Les exportations de crabe des neiges restent quant à elle relativement stables.

Au total, la balance commerciale s'est dégradée de 24 % pour atteindre presque 70 millions d'euros.

Réduction de la vulnérabilité des ménages

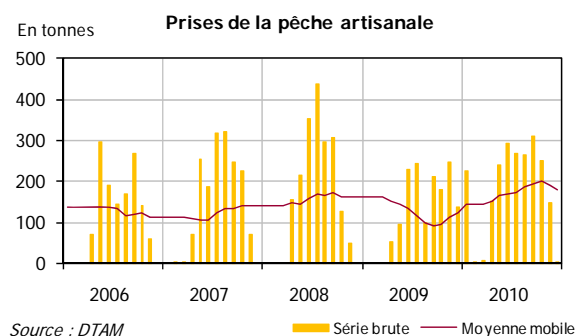
A la fin de l'année 2010, 23 personnes physiques en situation d'interdiction bancaire étaient inscrites au fichier central des chèques de la Banque de France ; il s'agit de la septième année de baisse consécutive. Le nombre d'incidents de paiement sur chèques est toutefois en hausse par rapport à l'année dernière, 58 incidents ayant été répertoriés au FCC en 2010 contre seulement 46 en 2009. En revanche aucun dossier de surendettement n'a été déposé pour la troisième année consécutive.

Une meilleure orientation des secteurs clés

Amélioration de l'activité halieutique

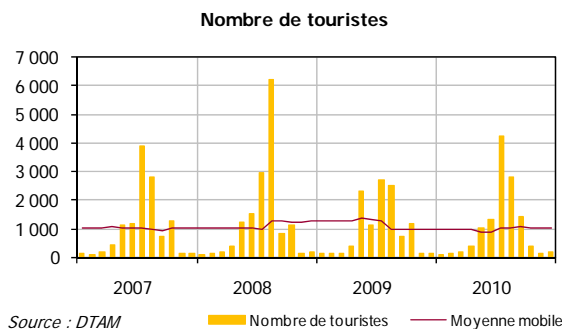
Avec 1 926 tonnes prélevées depuis le début de la saison (avril 2010), le volume des prises de la pêche artisanale a progressé de presque 30 % par rapport à la même période en 2009, et retrouve le niveau observé en 2008. La morue est l'espèce la plus prélevée et représente environ 23 % du total des prises.

Les prises de la pêche industrielle s'élevaient à presque 500 tonnes à la fin de l'année 2010, soit 16 % de plus qu'à la fin de l'année 2009.



Hausse des entrées touristiques dans l'archipel

Plus de 12 300 touristes sont entrés dans l'archipel en 2010, soit 5% de plus que l'année précédente. Les Canadiens représentent 60% des touristes, suivis des Américains (16 %) et des Français non-résidents dans l'archipel (14 %). La grande majorité des touristes entrent sur le territoire par la voie maritime (77 %).



Persistance du dynamisme du secteur du BTP

Traditionnellement tiré par la commande publique, le secteur du BTP a maintenu son dynamisme grâce aux travaux de construction du nouveau centre hospitalier. Par ailleurs, la demande privée a aussi été étoffée puisque le nombre de permis de construire déposés a fortement augmenté, passant de 86 en 2009 à 156 en 2010.

ACTIVITE BANCAIRE ET FINANCIERE

Avec l'évolution au 30 juin 2010 des obligations réglementaires déclaratives des établissements de crédit (passage à SURFI -Système Unifié de Reporting Financier- et abandon du système BAFI) les critères de classification des établissements de crédit dans les statistiques monétaires de l'IEDOM ont été révisés. Ainsi est considéré comme Etablissement de Crédit Installé Localement (ECIL) tout établissement disposant d'une représentation locale effective, à savoir au moins un agent permanent localement. Par différence, les Etablissements de Crédit Non Installés Localement (ECNIL) sont ceux intervenant sans représentation locale. Les données publiées dans la présente note peuvent ainsi différer des séries diffusées jusqu'à présent par l'IEDOM. Toutefois l'ensemble des séries historiques a été revue selon la nouvelle méthodologie.

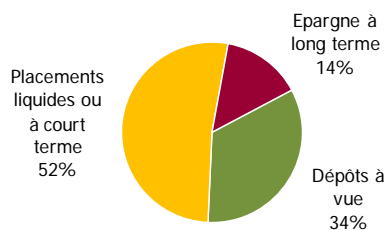
Stabilisation du montant des actifs

Les actifs financiers de la clientèle ne progressent que très légèrement de 0,7 % au troisième trimestre 2010 par rapport à la même période en 2009. Avec 198 millions d'euros au 30 septembre 2010, le montant total des actifs reste en deçà de son niveau atteint au quatrième trimestre 2009 (210 millions d'euros).

Plus des trois quarts des actifs sont détenus par les ménages, principalement sous forme de placements liquides ou à court terme. En revanche, le montant de ces actifs est en retrait de 1,2% sur un an, témoignant d'un comportement de désépargne qui n'avait plus été observé depuis le troisième trimestre 2007. En outre, l'épargne des ménages s'oriente désormais davantage vers des placements de plus long terme.

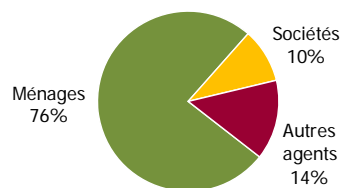
Dans un contexte de taux d'intérêt bas, les agents privilégient donc les placements de long terme, qui progressent de plus de 60 % sur un an pour atteindre 28 millions d'euros au 30 septembre 2010. Les contrats d'assurance-vie sont les produits les plus demandés, leur montant ayant doublé sur un an. A l'inverse, les dépôts à vue ainsi que les placements liquides ou à court terme diminuent tous les deux de 5 %.

Répartition des actifs financiers par nature



Source : SURFI

Répartition des actifs financiers par agent



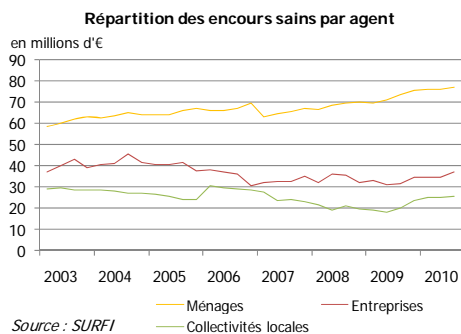
Source : SURFI

Progression des concours financiers

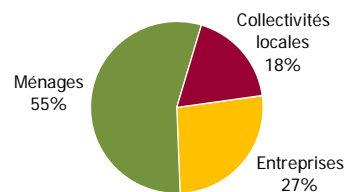
Au 30 septembre 2010, les concours bruts accordés par l'ensemble des établissements de crédit ont progressé de 5,8% sur un an, soit le quatrième trimestre consécutif de hausse. Tous les agents sont concernés par cette hausse, que ce soient les ménages (+3,5 millions d'euros), les entreprises (+5,6 millions d'euros) et les collectivités locales (+5,2 millions d'euros).

Plus de la moitié des crédits sont accordés aux ménages, soit près de 77 millions d'euros, dont 64 millions pour les seuls crédits à l'habitat. Les entreprises représentent quant à elles 27% des concours, principalement sous forme de crédits à l'équipement (27 millions d'euros sur les 37 millions accordés aux entreprises).

Le taux de créances douteuses brutes poursuit sa baisse au troisième trimestre et vient s'établir à 7,9% au 30 septembre, soit le plus faible taux observé sur l'archipel depuis le second trimestre 2005.



Répartition des encours par agent

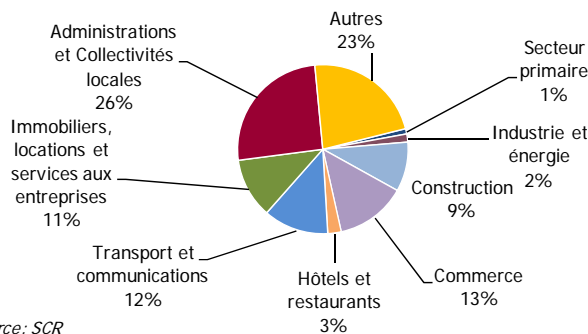


Source : SURFI

Répartition des risques déclarés

L'encours de risques le plus élevé est porté par le secteur *administrations et collectivités locales* qui représente 26 % des risques de la place, soit 20,2 millions d'euros, en hausse de 39 % sur un an. Viennent ensuite les *autres secteurs d'activité*, comprenant notamment les activités récréatives, les services administratifs et de soutien, la santé humaine et l'action sociale... (23 %), puis les secteurs du *commerce* (13 %), du *transport et de la communication* (12%) et de *l'immobilier* (11 %).

Répartition des encours déclarés par secteur



Source: SCR

Evolution de l'organisation du système bancaire

Nouveau système de reporting financier : SURFI

Ce nouveau dispositif de collecte des données prudentielles et monétaires se traduit notamment par une modernisation du système de reporting ainsi que par la mise en place d'une plateforme unique d'échanges entre la Banque de France et les établissements bancaires.

Activité soutenue du Fonds de Garantie

Le dispositif plan de relance qui avait donné lieu en 2009 à la création de nouvelles sections au sein du Fonds de Garantie de Saint-Pierre-et-Miquelon (FGSPM) a été reconduit jusqu'au 31 décembre 2010. Depuis sa mise en place en faveur des financements bancaires courants et des opérations de consolidation des crédits à court terme des entreprises, une seule garantie a été délivrée en faveur de la Banque de Saint-Pierre-et-Miquelon. L'activité de ce fonds a été particulièrement soutenue au cours de l'année 2010 : 18 entreprises ont bénéficié de l'intervention du FGSPM représentant un encours de nouvelles garanties de 782 000 euros contre près de 244 000 euros en 2009. L'encours de l'ensemble des garanties valides au 31 décembre 2010 s'élève 1 295 000 euros contre 732 000 euros à fin décembre 2009.

PERSPECTIVES POUR 2011

Les améliorations observées sur le marché de l'emploi devraient se poursuivre en 2011 grâce au soutien de la commande publique dans le secteur du bâtiment et des travaux publics : la fin du chantier de l'hôpital ainsi que les travaux de construction de la nouvelle centrale électrique d'EDF qui devraient débuter au premier semestre 2011 pourraient mobiliser une part importante de l'emploi local.

Par ailleurs le premier cycle de travaux prévus dans le cadre du schéma de développement stratégique (SDS) 2010-2030 a été officiellement lancé lors de la réunion de mise en œuvre du SDS le 3 septembre 2010. Dans le cadre du document unique de programmation (DOCUP) approuvé lors du 9^e forum de dialogue entre les Pays et Territoires d'outre-mer et l'Union européenne en mars 2011, l'archipel recevra une dotation d'environ 20 millions d'euros sur la période 2011-2013 au titre du 10^e FED.

Enfin, l'activité touristique est amenée à se développer davantage au cours de l'année 2011. Le renforcement de la capacité d'accueil de l'archipel, la rénovation des structures existantes ainsi que les actions de communication menées par les professionnels du secteur sont de nature à favoriser la fréquentation touristique.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : Y. BARROUX – Responsable de la rédaction : F. DUFRESNE

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achevé d'imprimer : 11 mars 2011 – Dépôt légal : mars 2011 – ISSN 1952-9619